

CONVENTION "VILLE - COMITE DE JUMELAGE"

ENTRE

La Commune de Bouaye, représentée par son Maire, Jacques Garreau, selon le mandat donné par délibération du Conseil Municipal en date du, et désignée sous l'appellation de "la Commune", d'une part,

ET

L'association dénommée "Comité de jumelage de Bouaye", association sans but lucratif, régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège social est sis en l'Hôtel de Ville de Bouaye, représentée par son Président, Monsieur Laurent Burneau, selon mandat donné par délibération du Conseil d'Administration en date du 1^{er} mars 2012, désignée sous l'appellation de "Comité de jumelage" d'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE :

Le jumelage de Bouaye avec la commune de LESINA a été décidé par Délibération du Conseil Municipal du et le Serment de Jumelage a été signé le.....

Le jumelage de Bouaye avec la commune de HORNSEA a été décidé par Délibération du Conseil Municipal du et le Serment de Jumelage a été signé le.....

Ils expriment la volonté des communes de Bouaye, de LESINA et d'HORNSEA de rapprocher leurs habitants en vue de « *favoriser l'établissement de relations entre les habitants de la commune de Bouaye avec ceux des villes jumelles, dans tous les domaines : scolaire, sportif, culturel, social, économique, environnemental etc. afin de permettre une meilleure connaissance réciproque.*

D'une manière plus générale, l'association a également pour objet la sensibilisation des citoyens aux réalités européennes et la diffusion d'informations sur la construction européenne.

A cette fin, elle peut organiser toutes manifestations, échanges, rencontres, accueil de délégations des villes jumelles utiles à la réalisation de son objet. »

La Commune assume la responsabilité du jumelage et le Conseil Municipal est garant de la politique à mener dans ce domaine mais il entend y associer tous les habitants, notamment à travers les associations locales qu'ils ont constituées.

C'est pourquoi, dans le but d'assurer la pérennité des liens unissant les populations de Bouaye et de ses villes jumelles, des contacts et échanges pourront être créés et entretenus à divers niveaux (scolaire, associatif, culturel, sportif, professionnel, familial, individuel, etc....) indépendamment des visites et manifestations officielles.

TITRE PREMIER : OBJET DE LA CONVENTION

Article 1 :

Dans le but de :

- favoriser une plus large participation des habitants de la Commune aux activités de jumelage ;
- marquer l'importance qu'elle attache à la vie associative et de privilégier cette dernière dans tous les domaines où les interventions de type purement administratif ne s'avèrent pas nécessaires :

La Commune mandate le Comité de Jumelage aux fins de mettre en œuvre, pour son compte, toutes les activités normalement impliquées par les jumelages à l'exception de celles qui ne peuvent être entreprises qu'en vertu du mandat électif détenu par le Maire et le Conseil Municipal ou qui engagent leur responsabilité propre.

Article 2

Restent du domaine strictement réservé au Maire et/ou au Conseil Municipal :

- les décisions de politique générale ;
- la participation à toute cérémonie ou manifestation comportant la représentation de la Commune par ses élus ;
- la conclusion d'un nouveau jumelage ;
- la réception officielle d'élus municipaux des villes jumelles ou de représentants des autorités de leur pays ;
- l'engagement de toute dépense directement imputable sur le budget de la commune ;
- toute initiative réservée réglementairement au Maire ou au Conseil Municipal et/ou nécessitant une délibération de ce dernier.

Article 3

Dans le cas où il n'existerait pas d'opposition fondamentale ou réglementaire à ce que l'une des prérogatives énumérées ci-dessus soit déléguée au Comité de Jumelage ou à l'un de ses représentants, un mandat exprès devra être donné au cas par cas, sans que l'exception puisse constituer un précédent.

Article 4

Le Comité de Jumelage est expressément mandaté par la Commune pour :

- la promotion des jumelages dans la ville et auprès des habitants ;
- l'incitation aux associations et organisations locales à participer aux jumelages dans le cadre et par le moyen des activités qui leur sont propres ;
- l'établissement du programme annuel des activités de jumelage à l'exception des réceptions officielles éventuelles décidées en coordination avec le Conseil Municipal ;
- l'organisation des échanges de jeunes à titre individuel ou familial. Les échanges organisés à titre collectif sont du ressort soit des établissements d'enseignement soit des associations locales auxquelles le comité pourra, sur leur demande, prêter son concours ;
- l'organisation de voyages en groupes pour les habitants de la Commune désirant se rendre dans les villes jumelles ou participer à des manifestations européennes ;
- l'organisation de visites diverses dans le cadre européen ;
- l'organisation d'échanges culturels, professionnels ou autres qui ne seraient pas du ressort spécifique d'une association ou organisation locale de la Commune. ;
- l'assistance à toutes les associations ou organisations locales désirant entreprendre une activité ou un échange dans le cadre du jumelage, à condition que cette assistance soit expressément requise ;
- l'aide matérielle ponctuelle, à condition qu'elle soit possible et souhaitable, à l'organisation et/ou la réalisation d'activités ou manifestations susceptibles de promouvoir les jumelages ou d'accroître la participation des habitants de la Commune à leur développement ;
- l'organisation de l'accueil des habitants des villes jumelles à l'occasion de toutes les manifestations qui ne seraient pas spécifiquement prises en charge par une association locale.

Cet accueil devra être assuré, dans toute la mesure du possible, dans des familles résidant sur le territoire de la Commune ou d'une des communes qui s'associeraient aux jumelages , sauf dans le cas où les familles reçues manifesteraient le désir de poursuivre des relations déjà engagées en dehors de la commune à l'occasion de rencontres précédentes ;

- l'organisation des manifestations officielles chaque fois que le Conseil Municipal en exprimera le souhait.

Article 5

Les listes figurant aux articles 2 et 4 ne pouvant avoir un caractère exhaustif, toute action de jumelage non prévue par ces articles et ne pouvant se rattacher sans aucun doute à l'un des cas énumérés devra faire l'objet d'une concertation entre la Commune et le Comité de Jumelage dans les conditions prévues à l'article 16.

La décision prise alors ne pourra avoir qu'un caractère occasionnel à moins de faire l'objet, si l'action doit se répéter, d'un additif à la présente convention selon la procédure prévue à l'article 22.

Article 6

Le Comité de Jumelage accepte l'ensemble du mandat qui lui est donné par la Commune. Il s'engage à mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour mener à bien la mission qui lui est confiée.

Il s'engage enfin à ouvrir toutes ses actions à l'ensemble de la population, sans distinction de quelque sorte que ce soit et sans obligation d'adhésion.

TITRE DEUXIEME : FINANCEMENT DES ACTIVITES DE JUMELAGE

Article 7

Les frais de fonctionnement courant de l'association signataire doivent être couverts par ses propres ressources telles qu'elles sont prévues par ses statuts.

Article 8

Dans le but de donner au Comité de Jumelage les moyens nécessaires pour exercer les fonctions qui lui sont déléguées par la présente convention, et de permettre ainsi au plus grand nombre d'habitants de participer aux activités, la Commune versera, chaque année, au Comité de Jumelage une subvention forfaitaire.

Le montant de cette subvention, calculé sur la base d'une contribution par habitant, sera inscrit au budget primitif de la commune et versée après présentation des comptes annuels par le Conseil d'administration.

Le nombre d'habitants à retenir sera celui figurant au dernier recensement officiellement publié. En cas d'augmentation notable du nombre d'habitants entre deux recensements, la municipalité pourra décider de majorer le montant de la dotation d'un pourcentage correctif.

Article 9

La subvention est destinée notamment à couvrir :

- les frais d'organisation matérielle des actions et manifestations dont l'organisation incombe au Comité de jumelage en vertu de la présente convention;
- les frais de promotion des jumelages ;
- les frais de déplacements de trois personnes, au maximum, se rendant dans l'une des villes jumelles pour participer à une réunion annuelle de travail (sur la base du tarif deuxième classe des chemins de fer).

Article 10

Cette subvention ne peut, en aucun cas, servir à financer totalement ou même partiellement :

- les voyages de détente, de loisirs ou touristiques y compris ceux des habitants se déplaçant à titre individuel, isolément ou en groupes, dans le cadre des visites habituelles entre villes jumelles ;
- le déplacement, l'hébergement, le repas ou autres frais de même nature des administrateurs de l'association signataire, y compris les membres de droit désignés par le Conseil Municipal, à l'exception de ceux prévus à l'article 9.

Article 11

La subvention ne devra pas être non plus utilisée pour couvrir les frais d'organisation des réceptions officielles dont le Comité de Jumelage aurait été chargé par la Commune
Ces frais seront pris en compte directement par le budget communal dès lors qu'ils auront été autorisés par le Maire sur présentation d'un devis établi par le Comité.

Article 12

Le Comité de Jumelage fournira, chaque année avant le 31 janvier, à la municipalité :

- le rapport d'activité de l'année écoulée ;
- le programme des activités prévues pour l'année en cours ;
- le rapport financier comportant les éléments ci-après :
 - * compte d'exploitation faisant apparaître distinctement les dépenses imputées sur la dotation municipale et celles imputées sur les ressources ordinaires de l'association ;
 - * situation de trésorerie ;
 - * budget prévisionnel faisant apparaître les mêmes distinctions que ci-dessus.

TITRE TROISIEME : RELATIONS ENTRE LE CONSEIL MUNICIPAL DE BOUAYE ET LE COMITE DE JUMELAGE DE BOUAYE

Article 13

La liaison permanente entre le Conseil Municipal et le Conseil d'Administration du Comité de Jumelage sera assurée par 3 conseillers municipaux, membres de droit du Conseil d'Administration, désignés à cet effet par le Conseil Municipal.
Cette représentation a été expressément prévue par les statuts du Comité de Jumelage.

Article 14

Les conseillers municipaux désignés par la commune de Bouaye, membres de droit du Conseil d'Administration de l'association signataire, jouiront des mêmes prérogatives et pouvoirs que les autres administrateurs. Ils participeront, en conséquence, à toutes les séances du Conseil d'Administration avec voix délibérative.
Toutefois, ils ne pourront solliciter le mandat de Président ni celui de Trésorier.

Article 15

Afin d'assurer dans les meilleures conditions le respect des orientations du Conseil Municipal en matière de Jumelage, il est institué un "Conseil d'Orientation" qui définit les grandes orientations du Comité de Jumelage. Il émet un avis sur les propositions d'activités définies par le Conseil d'Administration du Comité.

Ce "Conseil d'Orientation" est composé :

- du Maire, Président,
- de 2 représentants du Conseil Municipal au Conseil d'Administration du Comité de Jumelage,
- du Président du Comité de Jumelage et d'un autre membre du Conseil d'administration du Comité de Jumelage.

Il se réunit au moins une fois par an et autant de fois que l'exige le bon fonctionnement du jumelage.

Le "Conseil d'Orientation" n'a pas de responsabilité dans la gestion du Comité de Jumelage qui reste de la compétence de son Conseil d'Administration.

Article 16

Dans le cas où se présenterait une situation non expressément prévue par la présente convention, il y aura lieu de réunir le Conseil d'Orientation qui sera appelé à faire des propositions, tant au Conseil Municipal qu'au Conseil d'Administration du Comité de Jumelage.

TITRE QUATRIEME : DATE D'EFFET DE LA CONVENTION, RENOUVELLEMENT ET RESILIATION OU RUPTURE

Article 17

La présente convention prend effet le jour de sa signature par les parties.

Elle expirera trois ans après cette date. Elle se renouvellera d'année en année, par tacite reconduction, sauf dénonciation par l'une des parties.

En cas d'inadéquation entre les idées du Comité de jumelage et la volonté politique, la présente convention pourra être résiliée.

La résiliation de la convention devra être signifiée à l'autre partie, en respectant un délai de prévenance de 3 mois, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par courrier remis en main propre, contre décharge, à un représentant qualifié.

Article 18

Les modifications qui pourraient être apportées aux statuts du Comité de Jumelage ne devront pas être en contradiction avec les dispositions de la présente convention.

Dans le cas contraire, la convention deviendrait immédiatement caduque, la responsabilité de la rupture incombant à l'association signataire.

Article 19

Dans le cas où, dans un délai de trois mois après la remise du compte rendu financier de l'association au Conseil Municipal, la subvention annuelle de fonctionnement n'aurait pas été votée, le Comité de Jumelage pourrait se considérer comme dégagé provisoirement de toutes les obligations contractées envers la Commune en vertu de la présente convention, quinze jours après avoir donné préavis de suspension au Conseil Municipal par lettre recommandée avec accusé de réception ou par courrier remis en main propre, contre décharge, à un représentant qualifié.

Seul, le versement de la subvention dans un délai justifié pourrait interrompre la suspension et remettre la convention en vigueur dans tous ses effets.

Dans le cas contraire, la responsabilité de la rupture incomberait à la Commune.

Article 20

En cas de dissolution du Comité de Jumelage ou de rupture de la convention du fait de cette association, la Commune serait fondée à demander que soit établi un arrêté des comptes, dûment certifié, et à exiger la restitution de la part de la subvention de l'année en cours et des années antérieures non encore utilisée aux fins pour lesquelles elle est prévue.

En cas de rupture de la présente convention imputable à la Commune, l'association signataire sera tenue de reverser les fonds non utilisés sous réserve des sommes déjà engagées.

Toute rupture ou dissolution sera signifiée dans les conditions de forme requises à l'article 17 de la présente convention.

Article 21

Dans le cas où, sur le rapport des conseillers municipaux délégués, ou par toute autre moyen le Conseil Municipal aurait acquis la conviction que des fonds provenant de la dotation annuelle ont été détournés de leur destination, il serait fondé, après demande d'explications, à voter la suspension provisoire des effets de la présente convention jusqu'à production des justifications nécessaires, ceci indépendamment de toute action qu'il pourrait intenter devant la juridiction compétente.

TITRE CINQUIEME : AMENDEMENTS A LA CONVENTION :

Article 22

La présente convention pourra faire l'objet de toute modification ou addition qui s'avérerait nécessaire, après avis conforme du Conseil Municipal et du Conseil d' Administration du Comité de Jumelage

Fait en double exemplaire à Bouaye le.....

Pour le Comité de Jumelage de Bouaye

Pour la Commune de Bouaye.

Le Président
Laurent Burneau

Le Maire
Jacques Garreau